

Déchéance de nationalité : les binationaux amers

Des Français détenteurs d'une double nationalité craignent que soit créée une « sous-catégorie » de citoyens

Lors de ses vœux aux Français, jeudi 31 décembre 2015, François Hollande a confirmé sa volonté d'étendre la déchéance de nationalité aux binationaux nés français « condamnés définitivement pour crimes terroristes », et non plus seulement à ceux qui ont acquis cette nationalité après leur naissance. L'avant-veille, un sondage de l'institut Elabe réalisé pour BFM-TV estimait que près de neuf Français sur dix sont favorables au projet. *Le Monde* a voulu comprendre comment les détenteurs de la double nationalité (environ 3,3 millions de personnes en France) vivent ce débat en lançant un appel à témoignages, en particulier auprès de ceux nés français.

Les propos recueillis font apparaître des avis majoritairement opposés au projet d'extension de la déchéance. Toutefois, certains y sont favorables, à l'image de Jean-Luc Poget, citoyen franco-suisse de 57 ans, qui juge que « toute personne entrant en guerre contre la France n'a pas à être française puisqu'elle prend le parti d'une armée étrangère ». De même, Georges, Franco-Mexicain, considère que « la République ne doit pas prendre à sa charge des personnes qui ne respectent pas ses valeurs. Être français ça se mérite, ça se gagne, ce n'est pas acquis ! »

Pas d'effet dissuasif

Indépendamment de l'adhésion ou non à la ligne défendue par le gouvernement, l'idée semble communément partagée que l'extension de la déchéance n'aura pas d'effet dissuasif : « Celui qui décide de prendre les armes contre ses concitoyens est bien loin de ces questions de nationalité et ne se considère certainement plus français depuis longtemps », croit Selim Messai, un Franco-Algérien de 32 ans. Abondant dans ce sens, Michel Méry, Franco-Américain de 67 ans installé à Nîmes, souhaiterait donc voir la déchéance étendue « préventivement aux terroristes potentiels et autres "fichés S" ».

C'est justement ce que craignent les binationaux opposés à la mesure. Anais (le prénom a été modi-

« J'ai l'impression d'être abandonnée par mon propre pays. Je me sens trahie, en colère »

AKSEL SALMAN
Franco-Turque

fié), une Franco-Tunisienne de 28 ans, s'interroge : « Qui est à l'abri d'une redéfinition élargie de la notion de terrorisme ou de manipulations politiques ? » Will Sternberg, dont les enfants sont nés franco-américains, s'inquiète : « Des membres du Front national sont contre la binationalité. Imaginez qu'ils arrivent au pouvoir et que chaque binational soit confronté à un choix. »

Pour Pierre-Yves Stucki, Franco-Suisse, le gouvernement fait progresser « l'idée que si on n'est pas purement français, on n'est pas vraiment français. Je vois arriver l'argument ultime selon lequel s'il y a une guerre, il faudra choisir son camp. Si la collaboration avait été le fait de binationaux, ça se saurait. Et tous les Français n'ont pas été des résistants ». Il insiste sur le fait que « nous ne sommes pas enfermés dans nos identités nationales ».

Plus souvent encore, il apparaît que l'extension de la déchéance choque de nombreux binationaux parce qu'elle tend à créer une « sous-catégorie » de Français. « Je suis considéré comme moins français que les autres », déduit ainsi Cyril Hamad, un ingénieur franco-tunisien de 29 ans qui rappelle qu'il a pourtant « toujours vécu en France ». Aksel Salman, Franco-Turque et cadre supérieur de la fonction publique, constate que « ça crée le sentiment qu'il y a deux genres de citoyens. J'ai l'impression d'être abandonnée par mon propre pays ».

C'est le même désarroi qu'exprime Hedi Abdelkader, un étudiant franco-algérien de 23 ans : « Je sais que je ne serai jamais concerné mais j'ai l'impression d'être visé. J'ai toujours valorisé ma nation-



A la mairie de Rans (Jura), le 13 décembre 2015. RAPHAËL HELLÉ. SIGNATURES POUR « LE MONDE »

nalité française, car c'est le pays qui m'a tout donné, l'éducation, la sécurité sociale... Je considère l'histoire de la France et les valeurs républicaines telles que la laïcité et la tolérance comme étant miennes. Je suis algérien uniquement parce que mon père l'est. Tous ces débats me gênent car ils sous-entendent que moi, né en France, je serais un citoyen spécial. »

Plusieurs témoignages mettent aussi en garde contre les effets contre-productifs de la mesure : « Elle s'inscrit dans un débat où on assimile arabe à musulman et terroriste et, à la fin, ça fait un pot-pourri global stigmatisant », regrette Anais.

Abderahim, Franco-Marocain qui travaille dans la finance au

Luxembourg, résume : « Même en étant né en France, nous ne sommes pas de vrais Français. Pourtant, on nous rappelle régulièrement que l'on doit faire l'effort de s'intégrer. C'est le serpent qui se mord la queue. » Pour Rachid Boubenider, un Franco-Algérien de 35 ans, « les gens qui sont dans un repli communautaire le sont parce qu'il y a un sentiment de rejet, ils ne se sentent plus intégrés dans la société parce qu'ils n'ont pas de perspective d'évolution. La mesure créera une brèche pour les intégristes qui leur diront : "Vous voyez, la France ne vous aime pas" ».

En outre, de nombreux binationaux assimilent l'extension de la déchéance à une manière pour le

gouvernement français de se soustraire à ses responsabilités. Ainsi, Lidya (le prénom a été modifié) dénonce une « volonté d'expurger notre histoire du terrorisme en en faisant un pur produit d'importation ». De la même façon, Sonia, Franco-Algérienne, juge qu'« on méprise le deuxième pays de nationalité, en considérant qu'il accepterait la poubelle criminelle qui s'est radicalisée non pas en Algérie, au Maroc ou au Mali, mais en France ». Mohcine, un jeune Franco-Marocain qui travaille dans la finance à New York, appuie : « C'est la République française qui a créé ces "monstres" et c'est notre devoir de les garder dans notre pays pour qu'ils payent ici leurs actes. »

L'amertume est d'autant plus forte chez certains de ceux qui ont voté à gauche en 2012. « La confiance est rompue, Monsieur le Président, lâche Aksel Salman. Je me sens trahie, rejetée, en colère. » Sonia renchérit : « Les débats de ces dernières années m'ont beaucoup touchée, mais jamais autant que celui-là. Parce qu'on a conscience que ça ne sert à rien, parce que c'est la gauche qui est censée être mon "alliée", l'humaniste. » Sami, Franco-Luxembourgeois, enfonce : « Ce n'est pas la gauche pour laquelle j'ai voté, et tant qu'elle aura oublié ses principes et ses valeurs, ça ne sera certainement plus la gauche pour laquelle je voterai. »

JULIA PASCUAL